

Sécurité sanitaire Le réseau national des GDS s'est réuni à la Baule les 10 et 11 juin pour discuter des enjeux sanitaires dans les élevages de demain.

Congrès GDS : axer la gestion sanitaire sur la prévention

Conforter la place de la fédération nationale des groupements de défense sanitaire dans la lutte contre les épidémies, c'est tout l'enjeu du congrès national GDS, qui a eu lieu en présentiel au palais des congrès Atlantia à la Baule jeudi 10 et vendredi 11 juin. L'événement s'est clôturé vendredi avec la présentation du rapport d'activités de GDS France par Stéphane Jeanne, son secrétaire général. Il a rappelé les trois axes de travail de la structure : prévention, surveillance et lutte. « Avec des enjeux pressants qui s'imposent dans nos quotidiens : évolution des attentes des éleveurs, de la société civile, conscience environnementale, organisation des échanges ; nous, GDS, avons la forte volonté de rassembler et de construire avec tous, assure Christophe Moulin, président de la fédération nationale de GDS France. Non seulement avec nos partenaires de la santé animale mais aussi avec les acteurs en santé humaine, végétale, les acteurs économiques,

politiques et sociaux. » Le président a ainsi insisté sur l'importance d'une approche globale et pluridisciplinaire de la santé animale, notamment via le programme européen EJP One health, pour « travailler sur et avec le vivant ».

De multiples partenariats

Pour discuter de ces objectifs forts, une table ronde a été organisée dans la foulée sur le thème : « Les Groupements de Défense Sanitaire : pierre angulaire face aux risques sanitaires de demain ». Ont participé au débat : M^{me} Claire Le Bigot de la DGAL, M^{me} Marine Levadoux du Cipa*, M. Nicolas Canivet de l'Anses, M^{me} Pascale Parisot d'Allice, M^{me} Florence Sezeur, éleveuse et membre du Bureau de GDS France, et M. Thierry Lefrançois inspecteur en chef de la santé publique vétérinaire au Cirad et membre du conseil scientifique français Covid-19. Tous ces acteurs ont rappelé l'importance de travailler en

semble pour améliorer saines animale et humaine. Pour y parvenir : axer sur la prévention des risques via la biosécurité. « La biosécurité regroupe l'ensemble des mesures préventives et réglementaires visant à gérer les risques sanitaires sur un territoire », explique Thierry Lefrançois. Et le premier garant de la sécurité sanitaire, c'est bien sûr l'éleveur ! Depuis avril, la loi santé animale a revu les mesures de lutte contre les épidémies selon le niveau de biosécurité des élevages. Ces seuils sont définis par les vétérinaires en fonction du nombre de foyers de maladies présents dans un élevage. « Pour la biosécurité, l'État a mis à disposition des éleveurs une enveloppe de 100 millions d'euros dont 98 M€ pour des investissements matériels et immatériels et 2 M€ pour former et accompagner les éleveurs », rappelle Claire Le Bigot de la DGAL. Et pour que cette biosécurité soit efficace, « les mesures qu'elles impliquent doivent être traduites en une

boîte à outils facilement utilisable par l'éleveur et abordable financièrement », précise Florence Sezeur.

Pour relever ce défi, quoi de mieux qu'une approche multidisciplinaire regroupant plusieurs acteurs ? « Un partenariat entre l'Anses et les GDS a été établi afin que l'Anses puisse améliorer la fiabilité de ses kits de diagnostic grâce aux données de terrain collectées par les GDS », signale Nicolas Canivet. « Allice et les GDS se sont associés pour étudier la génétique de la paratuberculose grâce aux données collectées par les GDS », ajoute Pascale Parisot. L'intégration récente de l'aquaculture aux problé-

matiques d'élevage s'explique par des préoccupations communes aux deux filières agricoles. « Nous avons construit un projet commun contre la nécrose hématoïdienne », précise Marine Levadoux.

Les GDS ont ainsi toute leur place aux côtés de l'État, des vétérinaires et des organismes de recherche pour réussir le défi de la sécurité sanitaire. « La prévention et la biosécurité doivent être une priorité pour l'avenir et la résilience de l'élevage français », conclut Bruno Ferreira, directeur général de l'alimentation. Car, qui de mieux que nos éleveurs savent ce dont ils ont besoin ?

MARIE HILARY

Le GDS de Loire-Atlantique, une histoire qui ne date pas d'hier !

« C'est le second département en surfaces bio et en marais, a rappelé Samuel Cadiou, vice-président de GDS Loire-Atlantique. Et l'élevage représente 63 % des exploitations agricoles. » L'association voit le jour avec la création de la section bovine en 1954, à laquelle se sont ajoutées la section porcine (1983) et apicole (2005). Elle collabore étroitement avec GDS Pays de la Loire, GDS France, DDPP, GTV, CRA Pays de la Loire, le conseil départemental ainsi qu'Inovalys.